

**SERVICE TECHNIQUE D'INSPECTION DES
INSTALLATIONS CLASSEES**

12-14 Quai de GESVRES – PARIS IV^{ème}
75195 PARIS RP

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE
Commune de Gennevilliers

A Paris le 28 mai 2004

Dossier n° 31 669 – A

Classement(s) :

R-2567-A AP 14/10/94

R-2575-D AP 14/10/94

R-2920.2.b-D AP 14/10/94

Nouveau dossier de DA déposé le 31 juillet 2003 pour
les rubriques:

R 2564-1(A)

R2566(A)

R2567(A)

R2940-2-b(D)

R2940-3-b(D)

R2575(D)

R2920-2-b(D)

APC (autosurveillance air) : 02 juin 2003.
annulé

Référence : bordereau reçu le 25 mai 2004 relatif au
courrier de TIM demandant des délais
supplémentaires.

TIM (TRAITEMENT INDUSTRIEL DES METAUX)

175, avenue Louis Roche
92 230 GENNEVILLIERS



, directeur technique

Tel :

- Fax :

, PDG

- ? site en zone inondable
- O action nationale n°II-2 (COV), an 2004
- N site prioritaire non SEVESO
- N site SEVESO II seuil haut
- N site SEVESO II seuil bas
- N site dans le périmètre de MU de
- N Site IPPC
- ? site dans le périmètre de boiloover de

Activité générale du site : rénovation de volets
métalliques et bois.

**OBJET : COURRIER DE TIM DU 19 MAI 2004 : DEMANDE RELATIVE AUX DELAIS D'APPLICATION DU PROJET
D'ARRETE PREFECTORAL**

La société TIM, par courrier du 19 mai 2004 remis lors de la séance du CDH, demande la modification de certaines conditions du projet d'arrêté ou de certains des délais d'application

Condition 21:

Tim ne produisant pas d'eaux résiduaires, l'exploitant ne souhaite pas réaliser d'autosurveillance.

Il est vrai que l'établissement a supprimé la presque totalité des rejets d'eaux industrielles en remplaçant un filtre à voie humide par un filtre sec, mais les process utilisent encore de l'eau et il est souhaitable de vérifier que les rejets sont uniquement constitués d'eaux sanitaires.

Il est prévu une analyse tous les 3 ans et, de plus, la condition prévoit que la périodicité et les modalités de contrôle pourront être modifiés (au vu des résultats).

Je propose donc de maintenir cette condition.

Condition 24-3:

La périodicité d'autosurveillance des rejets atmosphériques est maintenue à 2 ans .Pas de modification.

Condition 26: interrupteur général.

Il est proposé un nouveau délai de 6 mois.

Condition 8: consigne d'exploitation

Il est proposé un nouveau délai de 6 mois.

Condition 29-5: consigne de sécurité.

Le délai d'1 mois est maintenu.

Les autres conditions restent applicables dans un délai d'un mois sauf la condition 25 qui bénéficie d'un délai de 1 an.

CONCLUSIONS:

Suite au passage au CDH et aux remarques de l'exploitant, je propose de modifier l'arrêté comme indiqué ci-dessus.